

Extrait du El Correo

<http://elcorreo.eu.org/Persecution-de-l-opposition-en-Argentine>

Persécution de l'opposition en Argentine

- Argentine -

Date de mise en ligne : jeudi 15 février 2018

Description :

Argentine - Macri - Persécution de l'opposition - Eugenio Zaffaroni

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

[Eugenio Raul Zaffaroni](#) a démenti que ses propos au sujet du Gouvernement sont de nature putschistes et il a confirmé qu'il demeurera au sein de la CIDH. L'ex-juge de la Cour suprême s'est défendu après l'attaque de la majorité gouvernementale et a considéré comme « insolite » la tentative du Gouvernement pour le déloger de la Cour Interaméricaine. Hier, il a reçu l'appui de juristes de l'ensemble du continent.

Le juge de la [Cour Interaméricaine des Droits de l'homme](#) (CIDH) Eugenio Raúl Zaffaroni a démenti hier que ses observations sur l'avenir du gouvernement national ont un ton de conjuré et il a affirmé qu'est « insolite » la tentative de la part de la majorité gouvernementale de vouloir le déloger de la Cour IDH. « *Je me limite seulement à souligner un risque que je vois sur le plan économique et qui peut transcender le plan social. Ce que je veux précisément est éviter une catastrophe* », a soutenu le juriste. En plus de recevoir le soutien de juristes du monde entier, Zaffaroni a confirmé qu'il ne renoncera pas à la Cour Interaméricaine de Droits de l'homme.

« *Je parle toujours dans une optique constitutionnelle* », a expliqué Zaffaroni, pendant un entretien avec « *A los botes* » [« *Aux chaloupes* » (dans le sens le bateau coule)], par FM Futurock, et il a ajouté qu'« *il s'avère impossible en Argentine de faire un coup d'État, c'est absurde. Il n'y a pas de force politique qui peut déstabiliser l'actuel Gouvernement* ». Le juge a affirmé que « *l'unique chose qui peut déstabiliser le Gouvernement, c'est son propre programme économique, c'est là le problème* ». Sur le plan économique, devant l'augmentation [colossale] de la dette, l'ex-ministre de la Cour Suprême Argentine a affirmé que : « *Nous sommes engagé sur un pourcentage du produit brut qui s'approche de celui de 2001* » [année de la dernière faillite des politiques néolibérales en Argentine].

Le ministre de Justice, Germán Garavano, a affirmé hier que Zaffaroni « *devrait laisser son poste* » au sein de la CIDH et il a annoncé que dans les prochains jours il fera une nouvelle présentation devant l'Organisation d'États américains (OEA) pour qu'on le mette dehors du tribunal. « *Il ne leur suffit pas d'interférer dans la Justice nationale maintenant ils veulent interférer dans la Justice internationale* » répondu Zaffaroni.

Pour le député Leopoldo Moreau, « les attaques des groupes médiatiques et du Gouvernement à l'encontre de Zaffaroni font partie des tentatives pour fabriquer un 'ennemi' interne qui sert à justifier la persécution et escamoter le débat sur l'échec manifeste de leur politique économique ». L'ex-chef de Cabinet Aníbal Fernández a affirmé que la charge contre Zaffaroni est un « navet », et a rappelé la réglementation nationale et internationale selon laquelle « la conduite d'un juge de la CIDH peut être examinée seulement par la Cour suprême ».

De plus, Zaffaroni a reçu hier le soutien de l'Association Américaine de Juristes [[Asociación Americana de Juristas](#)] qui a souligné que la polémique supposée est basée sur des dires « sortis du contexte » et a ajouté que « l'indépendance et l'impartialité des juges n'implique pas qu'ils manquent d'opinion politique personnel ». L'organisme a convoqué « à toutes les organisations de droits de l'homme et aux organismes qui regroupent des juges, des fonctionnaires du ministère public, des avocats et des professeurs de Droit » à qui ils s'expriment dans cette ligne.

D'autres juristes de par le monde ont aussi exprimé leur appui au juge argentin. Dans le cadre du *Congrès International de Droit Pénal et de Politique Criminelle*, qui s'est tenu au Mexique la semaine dernière, Zaffaroni a été fait Docteur *Honoris Causa*, distinction que le juge a déjà reçue dans à plus de 30 occasions de la part de diverses universités et organismes. Les juristes ont distingué Zaffaroni « *pour sa lutte incomparable pour protéger les personnes discriminées par leur race, ethnie, extraction sociale, incapacité, sexe ou orientation sexuelle, en réaffirmant la dignité que tout être humain mérite en tant que tel* ». De la même manière, plus de cent juristes et des plaignants brésiliens ont exprimé leur appui dans un communiqué et ont affirmé que la tentative du Gouvernement

argentin pour le déloger de la CIDH « viole la [Convention Américaine des Droits de l'homme](#) (Pacte du San José de Costa Rica) ».

Dans ce même sens se sont exprimés les groupes nationaux de *l'Association de Droit pénal et de Criminologie* du Mexique, de la République Dominicaine, de l'Uruguay, du Panama, du Venezuela, de l'Honduras, du Guatemala, du Brésil, du Nicaragua, du Chili et de la Colombie.

Opiner est délit

Des membres de la Police Fédérale Argentine ont investi hier *Radio Caput*, dans une tentative de perquisition pour exiger une copie de l'entretien réalisé le 17 janvier dernier avec Raúl Zaffaroni. Trois agents en civil ont menacé de casser la porte et d'arrêter le technicien de la radio, s'ils ne pouvaient avoir accès. Le mandat signé par le juge Ariel Lijo sollicitait la copie de l'entretien pour lequel Zaffaroni a été accusé « *d'apologie au crime* ». « *Je ne peux cesser de penser que c'est une intimidation* », a affirmé le directeur de la radio, Juan Martín Ramos Padilla.

[Página 12](#). Buenos Aires, le 15 février 2018

Titre original : « Seul leur plan économique peut les déstabiliser » [« Sólo puede desestabilizarlos su plan económico »]

Traduit de l'espagnol pour [El Correo de la Diaspora](#) par : Estelle et Carlos Debiasi

[\[Contrat Creative Commons\]](#)

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#). Basée sur une oeuvre de www.elcorreo.eu.org.